

Grand Débat National
FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES
Réunion organisée par la CCI des Vosges,
en partenariat avec le MEDEF Vosges
Lundi 25 février 2019

50 participants, dirigeants d'entreprises pour la plupart.

Principes généraux / constats soulignés à l'occasion du débat :

- Trop de nouvelles lois qui impactent les entreprises, trop de complexités à gérer pour elle, de plus en plus à la place des services de l'Etat (et sans contrepartie)
- Trop de normes, d'accords contraignants et chronophages à renouveler régulièrement
- Fiches de paie devenues incompréhensibles pour les salariés comme pour les dirigeants
- Le travail doit être mieux récompensé que les allocations et l'inactivité
- Les déserts médicaux s'amplifient dans de nombreux territoires, notamment ruraux
- Les montants des retraites de personnes qui ont travaillé 40 ou 50 ans ne leur permettent pas de vivre décemment, c'est insupportable
- Le libéralisme dont l'Europe est un très bon élève, n'a pas eu que de bonnes répercussions économiques, notamment sur l'industrie
- Les fonds de formation représentent 35 milliards d'€ collectés sur les entreprises et personne ne connaît aujourd'hui la règle de cette redistribution, qui entrera en vigueur en 2020.
- La formation se fait aujourd'hui beaucoup dans l'entreprise, qui manque de main-d'œuvre compétente et qualifiée
- La transition écologique est aujourd'hui incompatible avec notre modèle économique, basé sur le seul taux de croissance
- Evolution des plus jeunes qui placent désormais la transition écologique comme une priorité
- Baisser la dépense publique est un impératif pour retrouver de la compétitivité
- Avant d'avoir des droits, nous avons des devoirs

Relevé de propositions - fiscalité et dépenses publiques :

- Apporter plus de simplicité et de transparence dans les dépenses publiques : besoin de savoir comment sont utilisées les dépenses
- Augmenter le taux de TVA et baisser les charges patronales
- Créer une différence plus importante entre ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, mais autrement :
 - Effet pervers de la prime d'activité : les salariés ne souhaitent pas être augmentés pour ne pas la perdre
 - Système des charges sociales encourage à payer au SMIC et pas plus
 - Les aides sociales ne sont pas fiscalisées

- Augmenter certains impôts pour certaines entreprises bien spécifiques comme les GAFA
- Taxer certains carburants, notamment ceux utilisés pour le transport de marchandises et de personnes sur des longues distances, comme le kérozène
- Baisser les dépenses publiques, mais au-delà de ça les rendre beaucoup plus efficaces :
 - Revoir l'organisation du service public
 - Baisser le nombre d'élus à tous les échelons
 - Baisser le personnel administratif à tous les échelons
 - Réduire le nombre de communes et de départements
 - Prendre davantage en considération et appliquer davantage les prérogatives de la Cour des Comptes
 - Que l'Etat et les élus gèrent l'argent public comme s'ils géraient leur entreprise, avec une exigence d'efficacité et en évitant les nombreux gaspillages (portiques écotaxes, aéroport de Nantes, etc.)
 - Différencier les domaines nécessitant des économies pour éviter que certains secteurs essentiels comme la santé et les hôpitaux soient à ce point touchés
- Augmenter le temps de travail et reculer l'âge de la retraite pour financer les dépenses sociales
- Pour financer les retraites, rendre le système plus incitatif pour ceux qui souhaitent prolonger leur activité
- Renforcer l'accompagnement des personnes dépendantes
- Défisicaliser les emplois qui permettent le maintien à domicile des personnes dépendantes
- Revenir sur la liberté d'installation des médecins pour lutter contre les déserts médicaux
- Considérer la transition écologique comme une opportunité de développement :
 - Lui accorder des financements et des investissements élevés et clairs
 - Aller plus vite, c'est urgent !
 - Inciter à la production française écologiquement vertueuse : panneaux solaires au bilan carbone bien meilleur que les chinois, colza français à la place de l'huile de palme, etc.)
 - Investir dans ce secteur pour faire de la France un champion dans le domaine
- Réduire le CICE au profit d'un crédit à la transition écologique
- Harmoniser les politiques fiscales de l'UE
- Changer le mode de gouvernance de l'UE et notamment l'unanimité à 27, qui bloque trop les choses
- Rétablir des droits de douanes ou imposer/taxer les kilomètres parcourus par les produits
- Libérer les entreprises de l'inutile et se fier à leur sens des responsabilités, en supprimant un maximum de normes, accords d'entreprise, principe de précaution, etc.
- Rétablir la présomption d'innocence dans les entreprises :
 - Exercer des contrôles a posteriori plutôt que d'imposer de longues démarches systématiques et à répétition pour démontrer par avance que l'on respecte les règles : le temps passé à montrer patte blanche par anticipation ne crée pas de croissance !
 - Contrôles fiscaux et URSSAF partent du principe qu'il y a une faute et viennent pour la trouver, au-delà du raisonnable.

Autres propositions :

- Revenir sur les 80 km/h, qui génère de la perte de temps et d'argent pour les automobilistes
- Laisser à chacun des contribuables, le choix d'affecter une part de ses impôts au service que l'on souhaite